

**Contre la guerre au Kosovo
appel de Pierre Bourdieu, Catherine Samary et
Pierre Vidal-Naquet**

Nous n'acceptons pas les faux dilemmes

Soutenir l'intervention de l'[OTAN](#) ou soutenir la politique réactionnaire du pouvoir serbe au [Kosovo](#) ? Les frappes de l'OTAN imposant le retrait des forces de l'[OSCE](#) du Kosovo ont facilité et non pas empêché une offensive sur le terrain des forces paramilitaires serbes; elles encouragent le pire des revanchismes ultranationalistes serbes; contre la population kosovare ; elles consolident le pouvoir dictatorial de [Slobodan Milosevic](#) qui a muselé les médias indépendants et rassemblé autour de lui un consensus national qu'il faut au contraire briser pour ouvrir la voie à une négociation politique pacifique sur le Kosovo.

Accepter comme seule base de négociation possible le "*plan de paix*" élaboré par les gouvernements des Etats-Unis ou de l'[Union européenne](#) - ou bombarder la Serbie ? Aucune solution durable à un conflit politique majeur interne à un Etat ne peut être imposée de l'extérieur, par la force. Il n'est pas vrai que "*tout a été tenté*" pour trouver une solution et un cadre acceptable de négociations.

On a forcé les négociateurs [kosovars](#) à signer un plan qu'ils ont initialement rejeté en

leur laissant croire que l'OTAN s'impliquerait sur le terrain pour défendre leur cause. C'est un mensonge qui entretient une totale illusion: aucun des gouvernements qui soutiennent les frappes -de l'OTAN ne veut faire la guerre au pouvoir serbe pour imposer l'indépendance du Kosovo. Les frappes affaibliront peut-être une partie du dispositif militaire serbe mais ne vont pas affaiblir les tirs de mortiers qui, sur le terrain, détruisent les maisons albanaises, ni les forces para-militaires qui exécutent les combattants de l'[UCK](#) (Armée de libération du Kosovo).

L'OTAN n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'[Albanais](#)) dans le cadre de l'[OSCE](#) pour appliquer un accord transitoire. On pouvait, surtout, élargir le cadre de la négociation aux [Etats balkaniques](#) fragilisés par ce conflit: la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, l'Albanie... On pouvait à la fois défendre le droit des [Kosovars](#) à l'auto-gouvernement de la province et la protection des minorités serbes du Kosovo; on pouvait chercher à répondre aux aspirations et aux peurs des différents peuples concernés par des liens de coopération et des accords entre Etats voisins, avec la [Serbie](#), la [Bosnie-Herzégovine](#), la [Macédoine](#), l'[Albanie](#)... Rien de tout cela n'a été tenté.

Nous n'acceptons pas les arguments qui

tentent de légitimer l'intervention de l'OTAN :

- Il n'est pas vrai que les frappes de l'OTAN vont empêcher un embrasement de la région, en Macédoine ou en Bosnie-Herzégovine: elles vont au contraire l'alimenter. Elles vont fragiliser la Bosnie-Herzégovine et sans doute menacer les forces multinationales chargées d'y appliquer les fragiles [accords de Dayton](#). Elles embrasent déjà la Macédoine.

- Il n'est pas vrai que l'OTAN protège les populations kosovares, ni leurs droits.

- Il n'est pas vrai que les bombardements de la Serbie ouvrent la voie à un régime démocratique en Serbie.

Les gouvernements de l'[Union européenne](#) comme celui des États-Unis ont peut-être espéré que cette démonstration de force forcerait la signature de leur plan par [Slobodan Milosevic](#). Ont-ils ainsi fait preuve de naïveté ou d'hypocrisie ? En tout cas cette politique mène non seulement à une impasse politique, mais à une légitimation du rôle de l'[OTAN](#) hors de tout cadre international de contrôle.

C'est pourquoi nous demandons :

- l'arrêt immédiat de ces bombardements ;
- l'organisation d'une [conférence balkanique](#) où participent les représentants des États et de toutes les communautés nationales de ces États ;
- la défense de principe du droit des peuples

à l'autodétermination, à la seule condition que ce droit ne se réalise pas sur le dos d'un autre peuple et par le nettoyage ethnique de territoires ;

- un débat au Parlement sur l'avenir de la participation de la France à l'OTAN.

31 mars 1999

Signataires : Pierre Bourdieu, Pauline Boutron, Suzanne de Brunhoff, Noëlle Burgi-Golub, Jean-Christophe Chaumeron, Thomas Coutrot, Daniel Durant, Robin Foot, Ana-Maria Galano, Philip Golub, Michel Husson, Paul Jacquin, Marcel-Francis Kahn, Bernard Langlois, Ariane Lantz, Pierre Lantz, Florence Lefresne, Catherine Lévy, Jean-Philippe Milésy, Patrick Mony, Aline Paillet, Catherine Samary, Rolande Treppe, Pierre Vidal-Naquet

